

À BAS LES HAUSSES

Non à la dérèglementation pour les étudiant.e.s internationaux



NOS FUTURS, NOS VOIX

association pour la voix étudiante au québec

www.aveq-nous.ca/hausse

 AVEQ

 @aveqnous



Une hausse pour les étudiant.e.s qui paient déjà le plus cher

Les frais de scolarité pour les étudiant.e.s internationaux ont plus que doublé au cours des dix dernières années. Pour les programmes dérèglementés au 1er cycle, les universités peuvent exiger autant qu'elles le souhaitent des étudiant.e.s internationaux. 40 % des étudiant.e.s internationaux au Canada ont de la difficulté à subvenir à leurs besoins de base pendant leurs études, et leur statut fait en sorte qu'il leur est plus difficile de se trouver un emploi. Cela réduit l'accessibilité de l'enseignement supérieur en le rendant particulièrement inabordable pour les étudiant.e.s internationaux des familles moins biens nantis.



L'instauration d'une compétition entre étudiant.e.s internationaux et domestiques

Les décisions d'admission pour tout.e.s les étudiant.e.s devraient se baser sur les mêmes critères, plutôt qu'être influencé par le niveau de profit que l'université en tirera. Hausser davantage les frais pour les étudiant.e.s internationaux instaure de la compétition entre les étudiant.e.s domestiques et internationaux. Les étudiant.e.s font des contributions académiques, culturelles, scientifiques, artistiques, économiques et politiques, et devraient être perçu.e.s comme étant des membres valorisé.e.s de la communauté, et non simplement des sources de revenus pour l'université.



La croissance de l'écart de financement entre les universités

Les universités urbaines ont tendance à attirer le plus d'étudiant.e.s internationaux, et elles gardent les profits découlant des hausses pour les étudiant.e.s internationaux imposés par les universités dans les programmes dérèglementés, contrairement aux frais réglementés, qui sont actuellement redistribués parmi les universités. L'instauration de hausses servira donc à élargir l'écart de financement qui existe déjà entre les universités urbaines et régionales. Cette distribution de fonds inégale crée un désavantage pour les universités régionales, qui souffrent déjà sous la formule de financement provinciale actuelle.